

**Art. 5.** L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. L'université procède à l'évaluation intermédiaire et ex post du chercheur bénéficiaire du financement. L'évaluation scientifique intermédiaire et ex post du projet de recherche Ulysse relève de la responsabilité du FWO. ».

**Art. 6.** A l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 sont abrogés ;

2° dans le paragraphe 4, les mots « du FWO » sont insérés entre les mots « conseil d'administration » et les mots « décide de » ;

3° dans le paragraphe 4, le membre de phrase « de la propre marge d'action, visée au § 1<sup>er</sup>, » est remplacé par le membre de phrase « des moyens à dépenser ».

**Art. 7.** Dans l'article 24, § 2, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, le montant « 1.500.000 EUR » est remplacé par le montant « 1.000.000 EUR » et le montant « 7.500.000 EUR » remplacé par le montant « 5.000.000 EUR ».

**Art. 8.** L'article 3, 2<sup>o</sup>, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Art. 9.** Le Ministre flamand qui a la recherche scientifique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mai 2020.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/202609]

#### 20 MAI 2020. — Décret relatif à l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Objet, définitions et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret assure l'exécution des droits et obligations générés par le protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, fait à Nagoya le 29 octobre 2010, ainsi que par le Règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° la convention du 5 juin 1992 : la convention sur la diversité biologique, faite à Rio de Janeiro le 5 juin 1992;

2° le protocole du 29 octobre 2010 : le protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, fait à Nagoya le 29 octobre 2010;

3° le Règlement (UE) n° 511/2014 : le Règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation;

4° les ressources génétiques de la Région wallonne : les ressources génétiques présentes *in situ* sur le territoire de la Région wallonne ou détenues *ex situ* sur ce même territoire, à l'exception des ressources détenues par des établissements scientifiques fédéraux ou assimilés;

5° l'administration : le service que le Gouvernement désigne.

Les définitions de la convention du 5 juin 1992, du protocole du 29 octobre 2010 et du Règlement (UE) n° 511/2014 s'appliquent au présent décret.

**Art. 3.** Le présent décret s'applique aux ressources génétiques, telles que définies par l'article 15 de la convention du 5 juin 1992, et aux connaissances traditionnelles y associées accédées après l'entrée en vigueur du protocole du 29 octobre 2010.

**Art. 4.** Le présent décret n'affecte pas la gestion de crise prévue aux articles 4 et 8 du Règlement (UE) n° 511/2014.

CHAPITRE II. — *Obligations des utilisateurs**Section 1. — Accès aux ressources génétiques de la Région wallonne et aux connaissances traditionnelles qui y sont associées*

**Art. 5.** L'accès aux ressources génétiques de la Région wallonne ou aux connaissances traditionnelles qui y sont associées est libre en vue de leur utilisation.

Aux fins de la surveillance des modalités d'utilisation de ces ressources, l'utilisateur notifie cette utilisation à l'administration :

1° si l'utilisation ne poursuit pas un objectif commercial, en cas de publication des résultats de l'utilisation;

2° si l'utilisation poursuit un objectif commercial, en cas de :

a) obtention du brevet;

b) dépôt d'une demande d'approbation ou d'autorisation de mise sur le marché;

c) notification requise avant la première mise sur le marché;

d) mise sur le marché pour laquelle aucune approbation ou autorisation de mise sur le marché ni aucune notification n'est requise;

e) vente ou transfert d'une quelconque autre manière du résultat de l'utilisation.

L'administration accuse réception de la notification visée à l'alinéa 2 et lui attribue un numéro de référence. Ce numéro et les informations de la notification, à moins qu'elles soient signalées comme confidentielles par l'utilisateur, sont communiqués par l'administration au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages visé à l'article 14, 1, du protocole du 29 octobre 2010, prenant alors valeur de certificat de conformité internationalement reconnu.

Les procédures de notification et de délivrance de l'accusé de réception sont définies par le Gouvernement.

**Art. 6.** L'utilisateur obtient, préalablement à l'accès, les autorisations nécessaires à l'accès physique aux ressources génétiques de la Région wallonne ou aux connaissances traditionnelles qui y sont associées.

*Section 2. — Conditions d'utilisation et de partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques de la Région wallonne et des connaissances traditionnelles qui y sont associées*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'accès à une ressource génétique de la Région wallonne et aux connaissances traditionnelles qui y sont associées est soumis à des conditions d'utilisation et de partage des avantages découlant de leur utilisation.

Lorsque l'utilisateur ne poursuit pas un objectif commercial, les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont non monétaires. L'annexe 1 reprend une liste exhaustive de ces conditions d'utilisation non monétaires.

Lorsque l'utilisateur poursuit un objectif commercial, les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont convenues entre l'utilisateur et l'administration sur base de la liste exhaustive reprise en annexe 2 et, en consultation, le cas échéant, avec la personne ayant octroyé l'accès physique à la ressource génétique ou aux connaissances traditionnelles associées. Ces conditions ne peuvent pas être moins avantageuses que celles qui auraient été d'application si l'utilisateur n'avait pas eu d'objectif commercial. Les éventuels avantages monétaires ne peuvent pas dépasser un pour cent des bénéfices engendrés chaque année de commercialisation du résultat de l'utilisation par l'utilisateur et sont affectés au Fonds de protection de la Biodiversité institué par l'article 58septies de la loi du 12 juillet 1973 pour la conservation de la nature.

Les conditions convenues entre l'utilisateur et l'administration sont annexées à l'accusé de réception visé à l'article 5, alinéa 3, et, à moins qu'elles soient signalées comme confidentielles par l'utilisateur, communiquées par l'administration au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du protocole du 29 octobre 2010.

§ 2. Lorsque l'utilisateur ou l'administration estime que les conditions générales de partage des avantages ne sont plus adaptées aux circonstances particulières de l'utilisation projetée, cette utilisation peut être soumise aux dispositions de l'article 8.

Le partage des avantages issus de nouvelles utilisations des ressources génétiques présentes dans les collections avant l'entrée en vigueur de la convention du 5 juin 1992 bénéficie exclusivement au détenteur de la collection qui est encouragé à partager ces avantages avec le pays d'origine.

Pour les ressources génétiques entrées dans les collections après l'entrée en vigueur de la convention du 5 juin 1992, les avantages résultant d'une utilisation nouvelle sont partagés en tenant compte, si le prélèvement a été fait à l'étranger, des règles de partage des avantages fixées par les législations des États parties à la convention du 5 juin 1992 ayant ratifié le protocole du 29 octobre 2010.

Les modalités de procédure de cet article sont déterminées par le Gouvernement.

**Art. 8.** Un changement d'utilisation non prévu dans la notification et résultant en une utilisation avec intention directe de développement commercial requiert de nouvelles conditions d'utilisation et de partage des avantages convenues conformément à l'article 7.

L'utilisation des ressources génétiques de la Région wallonne, et des connaissances traditionnelles qui y sont associées, à d'autres fins que celles expressément mentionnées dans la décision est, dans l'intervalle, interdite.

**Art. 9.** Sont réputés avoir obtenu une autorisation d'accès aux ressources génétiques, les utilisateurs qui font l'acquisition de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans un pays qui est partie au protocole du 29 octobre 2010 et qui a établi que ces ressources, qui relèvent de sa gestion et de son contrôle et qui sont dans le domaine public, mais qui ne figurent pas à l'annexe I du traité international du 3 novembre 2001 sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, seront également soumises aux dispositions de l'accord type de transfert de matériel aux fins énoncées dans le cadre dudit traité.

**Art. 10.** La présente section ne s'applique ni aux ressources génétiques humaines, ni aux ressources utilisées comme tests ou modèles, ni à celles considérées officiellement comme des variétés commerciales.

*Section 3.* — Respect des dispositions législatives ou réglementaires internes d'autres pays fournisseurs relatives à l'accès à leurs ressources génétiques et au partage des avantages qui en découlent

**Art. 11.** Les utilisateurs accèdent aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles qui y sont associées et les utilisent, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la mise en œuvre du protocole du 29 octobre 2010 applicables dans le pays fournisseur, lorsque celui-ci est partie audit Protocole.

*Section 4.* — Recherche et communication des informations

**Art. 12.** Les utilisateurs sont soumis au régime établi par l'article 4 du Règlement (UE) n° 511/2014 en ce qui concerne les obligations de recherche et de communication des informations.

*Section 5.* — Surveillance du respect des règles par les utilisateurs

**Art. 13.** Les déclarations requises en vertu de l'article 7, § 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (UE) n° 511/2014 sont communiquées à l'administration selon les modalités précisées par le Gouvernement.

### CHAPITRE III. — Contrôles et infractions

**Art. 14.** L'administration établit et exécute un plan d'inspection qui tient compte, dans sa gestion des risques, de l'origine de la ressource et du respect par l'utilisateur de codes de bonnes pratiques.

L'administration tient, pendant au moins cinq ans, le registre de ces contrôles ainsi que de toutes mesures correctives.

**Art. 15.** Commet une infraction de deuxième catégorie, au sens de l'article D.151 du Livre I<sup>er</sup> Code de l'Environnement, celui qui contrevient aux articles 5, alinéa 2, et 8.

### CHAPITRE IV. — Registre des collections

**Art. 16.** L'administration vérifie la conformité des collections wallonnes aux exigences du Règlement (UE) n° 511/2014, prescrit des mesures correctives et, le cas échéant, demande le retrait de la collection du registre européen.

### CHAPITRE V. — Disposition modificative

**Art. 17.** L'article D.155bis du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 22 juillet 2010 et modifié par le décret du 23 juin 2016, est complété par un paragraphe 8 rédigé comme suit :

" § 8. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6 et 8, ou à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 2 et 3, du Règlement (UE) n° 511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. "

**Art. 18.** Le décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 mai 2020.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
C. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) Session 2019-2020.

Documents du Parlement wallon, 121 (2019-2020) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 20 mai 2020.

Discussion.

Vote.

## Annexe 1. Conditions d'utilisation non monétaires aux fins de recherche et développement

- a) Partage des résultats de la recherche et de la mise en valeur;
- b) Collaboration, coopération et contribution aux programmes de recherche scientifique et de mise en valeur, notamment aux activités de recherche biotechnologique, autant que possible avec la partie qui fournit les ressources génétiques;
- c) Participation au développement de produits;
- d) Collaboration, coopération et contribution à l'éducation et à la formation;
- e) Accès aux installations de conservation ex situ de ressources génétiques et aux bases de données;
- f) Transfert, au fournisseur des ressources génétiques, des connaissances et technologies à des conditions équitables et qui soient les plus favorables, y compris à des conditions privilégiées et préférentielles s'il en est ainsi convenu, en particulier des connaissances et de la technologie qui utilisent les ressources génétiques, y compris la biotechnologie, ou qui ont trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique;
- g) Renforcement des capacités en matière de transfert de technologie;
- h) Renforcement des capacités institutionnelles;
- i) Ressources humaines et matérielles nécessaires au renforcement des capacités pour l'a gestion et l'application des règlements d'accès;
- j) Formation relative aux ressources génétiques avec la pleine participation des pays qui les fournissent et, autant que possible, dans ces pays;
- k) Accès à l'information scientifique ayant trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris les inventaires biologiques et les études taxonomiques;
- l) Apports à l'économie locale;
- m) Recherche orientée vers les besoins prioritaires, tels que la sécurité alimentaire et la santé, compte tenu des utilisations internes des ressources génétiques dans la Partie qui fournit les ressources génétiques;
- n) Relations institutionnelles et professionnelles qui peuvent découler d'un accord d'accès et de partage des avantages et des activités de collaboration ultérieures;
- o) Avantages en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance;
- p) Reconnaissance sociale;
- q) Copropriété et droits de propriété intellectuelle pertinents.

## Annexe 2. Conditions d'utilisation dans le cadre d'objectifs commerciaux

## 1. Les avantages non monétaires comprennent ce qui suit :

- a) Partage des résultats de la recherche et de la mise en valeur;
- b) Collaboration, coopération et contribution aux programmes de recherche scientifique et de mise en valeur, notamment aux activités de recherche biotechnologique, autant que possible dans la Partie qui fournit les ressources génétiques;
- c) Participation au développement de produits;
- d) Collaboration, coopération et contribution à l'éducation et à la formation;
- e) Accès aux installations de conservation ex situ de ressources génétiques et aux bases de données;
- f) Transfert, au fournisseur des ressources génétiques, des connaissances et technologies à des conditions équitables et qui soient les plus favorables, y compris à des conditions privilégiées et préférentielles s'il en est ainsi convenu, en particulier des connaissances et de la technologie qui utilisent les ressources génétiques, y compris la biotechnologie, ou qui ont trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique;
- g) Renforcement des capacités en matière de transfert de technologie;
- h) Renforcement des capacités institutionnelles;
- i) Ressources humaines et matérielles nécessaires au renforcement des capacités pour l'administration et l'application des règlements d'accès;
- j) Formation relative aux ressources génétiques avec la pleine participation des pays qui les fournissent et, autant que possible, dans ces pays;
- k) Accès à l'information scientifique ayant trait à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris les inventaires biologiques et les études taxonomiques;
- l) Apports à l'économie locale;
- m) Recherche orientée vers les besoins prioritaires, tels que la sécurité alimentaire et la santé, compte tenu des utilisations internes des ressources génétiques dans la Partie qui fournit les ressources génétiques;
- n) Relations institutionnelles et professionnelles qui peuvent découler d'un accord d'accès et de partage des avantages et des activités de collaboration ultérieures;
- o) Avantages en matière de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance;
- p) Reconnaissance sociale;
- q) Copropriété et droits de propriété intellectuelle pertinents.

## 2. Les avantages monétaires comprennent ce qui suit :

- a) Droits d'accès/droits par échantillon collecté ou autrement acquis;
- b) Paiements initiaux;
- c) Paiements par étapes;
- d) Paiement de redevances;
- e) Droits de licence en cas de commercialisation;

- f) Droits spéciaux à verser à des fonds d'affectation spéciale en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique;
- g) Salaires et conditions préférentielles s'il en est convenu d'un commun accord;
- h) Financement de la recherche;
- i) Coentreprises;
- j) Copropriété des droits de propriété intellectuelle pertinents.

---

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/202609]

**20. MAI 2020 — Dekret über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

*KAPITEL I — Gegenstand, Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret gewährleistet die Erfüllung der Rechte und Pflichten, die sich aus dem Protokoll von Nagoya vom 29. Oktober 2010 über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile zum Übereinkommen über die biologische Vielfalt sowie aus der Verordnung (EU) Nr. 511/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über Maßnahmen für die Nutzer zur Einhaltung der Vorschriften des Protokolls von Nagoya über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile in der Union ergeben.

**Art. 2** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1° Übereinkommen vom 5. Juni 1992: das am 5. Juni 1992 in Rio de Janeiro geschlossene Übereinkommen über die biologische Vielfalt;

2° Protokoll vom 29. Oktober 2010: das am 29. Oktober 2010 in Nagoya geschlossene Protokoll über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile zum Übereinkommen über die biologische Vielfalt;

3° Verordnung (EU) Nr. 511/2014: die Verordnung (EU) Nr. 511/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über Maßnahmen für die Nutzer zur Einhaltung der Vorschriften des Protokolls von Nagoya über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile in der Union;

4° genetische Ressourcen der wallonischen Region: die genetischen Ressourcen, die in der wallonischen Region *in situ* vorhanden sind oder in diesem Gebiet *ex situ* gehalten werden, mit Ausnahme der Ressourcen im Besitz von föderalen wissenschaftlichen oder gleichgestellten Einrichtungen;

5° Verwaltung: die von der Regierung bestimmte Dienststelle.

Die Definitionen des Übereinkommens vom 5. Juni 1992, des Protokolls vom 29. Oktober 2010 und der Verordnung (EU) Nr. 511/2014 sind auf das vorliegende Dekret anwendbar.

**Art. 3** - Das vorliegende Dekret gilt für die genetischen Ressourcen im Sinne von Artikel 15 des Übereinkommens vom 5. Juni 1992 und für das nach dem Inkrafttreten des Protokolls vom 29. Oktober 2010 erworbene traditionelle Wissen, das sich auf diese Ressourcen bezieht.

**Art. 4** - Das vorliegende Dekret beeinträchtigt nicht das Krisenmanagement im Sinne der Artikel 4 und 8 der Verordnung (EU) Nr. 511/2014.

*KAPITEL II — Verpflichtungen von Nutzern*

*Abschnitt 1* — Zugang zu den genetischen Ressourcen der wallonischen Region und zu dem traditionellen Wissen, das sich auf diese Ressourcen bezieht

**Art. 5** - Der Zugang zu den genetischen Ressourcen der wallonischen Region oder zu dem traditionellen Wissen, das sich auf diese Ressourcen bezieht, ist für deren Nutzung frei.

Zu Zwecken der Überwachung der Bedingungen der Nutzung dieser Ressourcen teilt der Nutzer diese Nutzung der Verwaltung mit:

1° wenn die Nutzung keinen kommerziellen Zweck verfolgt, im Falle der Veröffentlichung der Ergebnisse der Nutzung;

2° wenn die Nutzung einen kommerziellen Zweck verfolgt, in den folgenden Fällen:

- a) Erhalt eines Patents;
- b) Hinterlegung eines Antrags auf Genehmigung oder Marktzulassung;
- c) erforderliche Mitteilung vor dem ersten Inverkehrbringen;
- d) Inverkehrbringen, für das keine Genehmigung oder Marktzulassung noch Mitteilung erforderlich ist;
- e) Verkauf oder Übertragung auf irgendwelche Weise des Ergebnisses der Nutzung.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang der in Absatz 2 erwähnten Mitteilung, und erteilt ihr eine Referenznummer. Die Verwaltung informiert die in Artikel 14 Ziffer 1 des Protokolls vom 29. Oktober 2010 genannte Informationsstelle für den Zugang und die Aufteilung der Vorteile über diese Referenznummer und die sonstigen Angaben zur Mitteilung, es sei denn, der Nutzer hat sie als vertraulich bezeichnet; dadurch gelten sie als international anerkanntes Konformitätszertifikat.

Die Verfahren zur Mitteilung und Ausstellung der Empfangsbestätigung werden von der Regierung bestimmt.

**Art. 6** - Vor dem Zugang erhält der Nutzer die Zulassungen, die für den physischen Zugang zu den genetischen Ressourcen der wallonischen Region oder dem auf diese Ressourcen bezogenen traditionellen Wissen erforderlich sind.

*Abschnitt 2* — Bedingungen für die Nutzung und Aufteilung der sich aus der Nutzung der genetischen Ressourcen der wallonischen Region und des sich auf diese Nutzung beziehenden traditionellen Wissens ergebenden Vorteile

**Art. 7** - § 1. Der Zugang zu einer genetischen Ressource der wallonischen Region und zu dem sich darauf beziehenden traditionellen Wissen unterliegt Bedingungen in Bezug auf die Nutzung und Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile.

Wenn der Nutzer keinen kommerziellen Zweck verfolgt, sind die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen nichtfinanzieller Art. In Anhang 1 wird eine ausführliche Liste dieser nichtfinanziellen Nutzungsbedingungen angeführt.

Wenn der Nutzer einen kommerziellen Zweck verfolgt, werden die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen auf der Grundlage der in Anhang 2 angeführten ausführlichen Liste zwischen dem Nutzer und der Verwaltung einvernehmlich festgelegt, gegebenenfalls nach Rücksprache mit der Person, die den physischen Zugang zu der genetischen Ressource und dem sich darauf beziehenden traditionellen Wissen gewährt hat. Diese Bedingungen dürfen nicht weniger vorteilhaft sein als diejenigen, die gelten würden, wenn der Nutzer keinen kommerziellen Zweck gehabt hätte. Die möglichen finanziellen Vorteile dürfen nicht mehr als ein Prozent des Gewinns betragen, der jedes Jahr der Kommerzialisierung des Ergebnisses der Nutzung durch den Nutzer erzielt wird; sie werden dem durch Artikel 58septies des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur eingerichteten Fonds für den Schutz der biologischen Vielfalt zugewiesen.

Die zwischen dem Nutzer und der Verwaltung einvernehmlich festgelegten Bedingungen werden der in Artikel 5 Absatz 3 erwähnten Empfangsbestätigung beigefügt und, wenn sie vom Nutzer nicht als vertraulich ausgewiesen sind, von der Verwaltung der in Artikel 14 § 1 des Protokolls vom 29. Oktober 2010 genannten Informationsstelle für den Zugang und die Aufteilung der Vorteile mitgeteilt.

§ 2. Wenn der Nutzer oder die Verwaltung der Ansicht ist, dass die allgemeinen Bedingungen für die Aufteilung der Vorteile den besonderen Umständen der geplanten Nutzung nicht mehr angepasst sind, kann diese Nutzung den Bestimmungen von Artikel 8 unterliegen.

Die Aufteilung der sich aus neuen Nutzungen der vor dem Inkrafttreten des Übereinkommens vom 5. Juni 1992 in den Sammlungen vorhandenen genetischen Ressourcen ergebenden Vorteile kommt ausschließlich dem Inhaber der Sammlung zugute, der dazu ermutigt wird, diese Vorteile mit dem Herkunftsland zu teilen.

Für die nach dem Inkrafttreten des Übereinkommens vom 5. Juni 1992 in die Sammlungen eingegangenen genetischen Ressourcen werden die sich aus einer neuen Nutzung ergebenden Vorteile, wenn die Entnahme im Ausland erfolgt ist, unter Berücksichtigung der Regeln für die Aufteilung der Vorteile geteilt, die in den Rechtsvorschriften der dem Übereinkommen vom 5. Juni 1992 Vertragsstaaten festgelegt sind, die das Protokoll vom 29. Oktober 2010 ratifiziert haben.

Die Verfahrensmodalitäten in Bezug auf diesen Artikel werden von der Regierung festgelegt.

**Art. 8** - Eine in der Mitteilung nicht vorgesehene Änderung der Nutzung, die zu einer Nutzung mit einer direkten Absicht der kommerziellen Entwicklung führt, erfordert neue Bedingungen in Bezug auf die Nutzung und Aufteilung der Vorteile, die gemäß Artikel 7 festzulegen sind.

In der Zwischenzeit ist die Nutzung der genetischen Ressourcen der wallonischen Region und des sich darauf beziehenden traditionellen Wissens zu anderen Zwecken als denjenigen, die in dem Beschluss ausdrücklich erwähnt sind, untersagt.

**Art. 9** - Nutzer, die pflanzengenetische Ressourcen für Ernährung und Landwirtschaft in einem Land erwerben, das Vertragspartei des Protokolls vom 29. Oktober 2010 ist und das festgelegt hat, dass diese Ressourcen, die unter seiner Verwaltung und Kontrolle stehen und öffentlich zugänglich sind, aber nicht in Anhang I des Internationalen Vertrags über pflanzengenetische Ressourcen für Ernährung und Landwirtschaft vom 3. November 2001 aufgeführt sind, für die im Rahmen dieses Vertrags festgelegte Zwecke auch den Vorschriften und Bedingungen der standardisierten Materialübertragungsvereinbarung unterliegen, gelten als Inhaber einer Genehmigung für den Zugang zu genetischen Ressourcen.

**Art. 10** - Der vorliegende Abschnitt gilt weder für humane genetische Ressourcen noch für Ressourcen, die als Tests oder Modelle benutzt werden, noch für diejenigen Ressourcen, die als offiziell als kommerzielle Sorten betrachtet werden.

*Abschnitt 3* — Einhaltung der internen gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen anderer bereitstellender Länder in Bezug auf den Zugang zu ihren genetischen Ressourcen und die Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile

**Art. 11** - Die Nutzer haben Zugang zu den genetischen Ressourcen und dem sich darauf beziehenden traditionellen Wissen und nutzen sie in Übereinstimmung mit den im bereitstellenden Land geltenden gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen in Bezug auf die Umsetzung des Protokolls vom 29. Oktober 2010, wenn dieses Land Vertragspartei dieses Protokolls ist.

*Abschnitt 4* — Forschung und Weitergabe der Informationen

**Art. 12** - In Sachen Forschung und Weitergabe der Informationen unterliegen die Nutzer der Regelung nach Artikel 4 der Verordnung (EU) Nr. 511/2014.

*Abschnitt 5* — Überwachung der Einhaltung der Regeln durch die Nutzer

**Art. 13** - Die kraft Artikel 7 § 1 und § 2 der Verordnung (EU) Nr. 511/2014 erforderlichen Erklärungen werden unter Einhaltung der von der Regierung bestimmten Modalitäten der Verwaltung mitgeteilt.

## KAPITEL III — Kontrolle und Verstöße

**Art. 14** - Die Verwaltung erstellt und implementiert einen Inspektionsplan, der in seinem Risikomanagement die Herkunft der Ressource und die Einhaltung der Regeln der guten fachlichen Praxis durch den Nutzer berücksichtigt.

Die Verwaltung bewahrt mindestens fünf Jahre lang Aufzeichnungen über diese Kontrollen sowie über etwaige Abhilfemaßnahmen.

**Art. 15** - Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Artikel D.151 des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der gegen Artikel 5 Absatz 2 und Artikel 8 verstößt.

## KAPITEL IV — Register der Sammlungen

**Art. 16** - Die Verwaltung überprüft die Übereinstimmung der wallonischen Sammlungen mit den Anforderungen der Verordnung (EU) Nr. 511/2014, schreibt Abhilfemaßnahmen vor und beantragt gegebenenfalls die Streichung der Sammlung aus dem europäischen Register.

## KAPITEL V — Abänderungsbestimmung

**Art. 17** - Artikel D.155bis des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 22. Juli 2010 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird um einen Paragraphen 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 8. Einen Verstoß der zweiten Kategorie begeht derjenige, der gegen Artikel 4 § 1, 2, 3, 5, 6 und 8, oder gegen Artikel 7 § 1, 2 und 3 der Verordnung (EU) Nr. 511/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 über Maßnahmen für die Nutzer zur Einhaltung der Vorschriften des Protokolls von Nagoya über den Zugang zu genetischen Ressourcen und die ausgewogene und gerechte Aufteilung der sich aus ihrer Nutzung ergebenden Vorteile in der Union verstößt.“

**Art. 18** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. Mai 2020

Der Minister-Präsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—————  
Fußnote

(1) Sitzung 2019-2020.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 121 (2019-2020) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 20. Mai 2020.

Diskussion.

Abstimmung.

—————  
Anhang 1 - Nicht finanzielle Nutzungsbedingungen zu Zwecken der Forschung und Entwicklung

- a) Teilhabe an Forschungs- und Entwicklungsergebnissen;
- b) Zusammenarbeit und Kooperation bei sowie Mitwirkung an wissenschaftlichen Forschungs- und Entwicklungsprogrammen, insbesondere biotechnologischen Forschungstätigkeiten, soweit möglich mit der Vertragspartei, welche die genetischen Ressourcen zur Verfügung stellt;
- c) Beteiligung an der Entwicklung von Produkten;
- d) Zusammenarbeit und Kooperation bei sowie Mitwirkung an Aufklärung und Schulungen;
- e) Gewährung des Zugangs zu Ex-situ-Einrichtungen genetischer Ressourcen und zu Datenbanken;
- f) Weitergabe von Kenntnissen und Technologie an den Bereitsteller der genetischen Ressourcen unter ausgewogenen und möglichst günstigen Bedingungen, darunter im Einvernehmen auch zu Konzessions- oder Vorzugsbedingungen, insbesondere von Kenntnissen und Technologie, die genetische Ressourcen nutzen, einschließlich Biotechnologie, oder die für die Erhaltung und nachhaltige Nutzung der biologischen Vielfalt von Belang sind;
- g) Stärkung der Kapazitäten für die Weitergabe von Technologie;
- h) Aufbau institutioneller Kapazitäten;

- i)* Personelle und materielle Ressourcen zur Stärkung der Kapazitäten für die Verwaltung und Durchsetzung der Zugangsvorschriften;
- j)* Schulungen in Zusammenhang mit genetischen Ressourcen unter voller Beteiligung der Staaten, die genetische Ressourcen zur Verfügung stellen, und nach Möglichkeit in diesen Staaten;
- k)* Zugang zu wissenschaftlichen Informationen, die für die Erhaltung und nach-haltige Nutzung der biologischen Vielfalt von Belang sind, einschließlich biologischer Inventare und taxonomischer Untersuchungen;
- l)* Beiträge zur lokalen Wirtschaft;
- m)* Auf vorrangige Bedürfnisse wie Gesundheit und Ernährungssicherung ausgerichtete Forschung unter Berücksichtigung der innerstaatlichen Nutzung genetischer Ressourcen in der Vertragspartei, die genetische Ressourcen zur Verfügung stellt;
- n)* Institutionelle und fachliche Beziehungen, die sich aus einer Vereinbarung über den Zugang und die Aufteilung der Vorteile und nachfolgenden Tätigkeiten der Zusammenarbeit ergeben können;
- o)* Vorteile für die Sicherung der Existenzgrundlagen und die Ernährungssicherheit;
- p)* Soziale Anerkennung;
- q)* Gemeinschaftliche Inhaberschaft an einschlägigen Rechten des geistigen Eigentums.

#### Anhang 2 - Nutzungsbedingungen im Rahmen von kommerziellen Zwecken

1. Zu den nicht finanziellen Vorteilen können unter anderem folgende gehören:
  - a)* Teilung der Ergebnisse der Forschung und Auswertung;
  - b)* Zusammenarbeit und Kooperation bei sowie Mitwirkung an wissenschaftlichen Forschungs- und Entwicklungsprogrammen, insbesondere biotechnologischen Forschungstätigkeiten, soweit möglich in der Vertragspartei, welche die genetischen Ressourcen zur Verfügung stellt;
  - c)* Beteiligung an der Entwicklung von Produkten;
  - d)* Zusammenarbeit und Kooperation bei sowie Mitwirkung an Aufklärung und Schulungen;
  - e)* Gewährung des Zugangs zu Ex-situ-Einrichtungen genetischer Ressourcen und zu Datenbanken;
  - f)* Weitergabe von Kenntnissen und Technologie an den Bereitsteller der genetischen Ressourcen unter ausgewogenen und möglichst günstigen Bedingungen, darunter im Einvernehmen auch zu Konzessions- oder Vorzugsbedingungen, insbesondere von Kenntnissen und Technologie, die genetische Ressourcen nutzen, einschließlich Biotechnologie, oder die für die Erhaltung und nach-haltige Nutzung der biologischen Vielfalt von Belang sind;
  - g)* Stärkung der Kapazitäten für die Weitergabe von Technologie;
  - h)* Aufbau institutioneller Kapazitäten;
  - i)* Personelle und materielle Ressourcen zur Stärkung der Kapazitäten für die Verwaltung und Durchsetzung der Zugangsvorschriften;
  - j)* Schulungen in Zusammenhang mit genetischen Ressourcen unter voller Beteiligung der Staaten, die genetische Ressourcen zur Verfügung stellen, und nach Möglichkeit in diesen Staaten;
  - k)* Zugang zu wissenschaftlichen Informationen, die für die Erhaltung und nach-haltige Nutzung der biologischen Vielfalt von Belang sind, einschließlich biologischer Inventare und taxonomischer Untersuchungen;
  - l)* Beiträge zur lokalen Wirtschaft;
  - m)* Auf vorrangige Bedürfnisse wie Gesundheit und Ernährungssicherung ausgerichtete Forschung unter Berücksichtigung der innerstaatlichen Nutzung genetischer Ressourcen in der Vertragspartei, die genetische Ressourcen zur Verfügung stellt;
  - n)* Institutionelle und fachliche Beziehungen, die sich aus einer Vereinbarung über den Zugang und die Aufteilung der Vorteile und nachfolgenden Tätigkeiten der Zusammenarbeit ergeben können;
  - o)* Vorteile für die Sicherung der Existenzgrundlagen und die Ernährungssicherheit;
  - p)* Soziale Anerkennung;
  - q)* Gemeinschaftliche Inhaberschaft an einschlägigen Rechten des geistigen Eigentums.
2. Zu den finanziellen Vorteilen können unter anderem folgende gehören:
  - a)* Zugangsgebühr(en) je gesammelte oder auf andere Weise erlangte Probe;
  - b)* Vorauszahlungen;
  - c)* Meilensteinzahlungen;
  - d)* Entrichtung von Lizenzgebühren;
  - e)* Lizenzgebühren im Fall einer Vermarktung;
  - f)* an Treuhandfonds, welche die Erhaltung und nachhaltige Nutzung der biologischen Vielfalt fördern, zu zahlende Sondergebühren;
  - g)* Gehälter und Vorzugsbedingungen, sofern einvernehmlich festgelegt;
  - h)* Forschungsmittel;
  - i)* Gemeinschaftsunternehmen;
  - j)* Gemeinschaftliche Inhaberschaft an einschlägigen Rechten des geistigen Eigentums.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/202609]

**20 MEI 2020. — Decreet betreffende de toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**HOOFDSTUK I. — Doel, begripsomschrijving en toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Dit decreet waarborgt de uitvoering van de rechten en plichten die voortvloeien uit het Protocol inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiend uit hun gebruik bij het Verdrag inzake biologische diversiteit, gedaan te Nagoya op 29 oktober 2010 en uit Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik in de Unie.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° het Verdrag van 5 juni 1992 : het Verdrag inzake biologische diversiteit, gedaan te Rio de Janeiro op 5 juni 1992;

2° het Verdrag van 29 oktober 2010: het Protocol inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiend uit hun gebruik bij het Verdrag inzake biologische diversiteit, gedaan te Nagoya op 29 oktober 2010;

3° Verordening (EU) nr. 511/2014 : Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik in de Unie;

4° de genetische rijkdommen van het Waals Gewest: de genetische rijkdommen die in situ aanwezig zijn op het grondgebied van het Waals Gewest of die ex situ op hetzelfde grondgebied worden gehouden, met uitzondering van rijkdommen die in het bezit zijn van federale of gelijkaardige wetenschappelijke instellingen;

5° de administratie : de dienst die de Regering aanwijst.

De definities in het Verdrag van 5 juni 1992, het Protocol van 29 oktober 2010 en de Verordening (EU) nr. 511/2014 zijn van toepassing op dit decreet.

**Art. 3.** Dit decreet is van toepassing op de genetische rijkdommen, zoals gedefinieerd in artikel 15 van het Verdrag van 5 juni 1992, en de daarmee samenhangende traditionele kennis die toegankelijk is na de inwerkingtreding van het protocol van 29 oktober 2010.

**Art. 4.** Dit decreet is niet van invloed op het crisisbeheer als bedoeld in de artikelen 4 en 8 van Verordening (EU) nr. 511/2014.

**HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de gebruikers****Afdeling 1. — Toegang tot de genetische rijkdommen van het Waalse Gewest en de daarmee samenhangende traditionele kennis**

**Art. 5.** De toegang tot de genetische rijkdommen van het Waalse Gewest of tot de daarmee samenhangende traditionele kennis is vrij met het oog op het gebruik ervan.

Met het oog op het toezicht op de gebruiksvoorwaarden van deze rijkdommen stelt de gebruiker de administratie op de hoogte van dit gebruik:

1° indien met het gebruik geen commercieel doel wordt nagestreefd, in geval van publicatie van de resultaten van het gebruik;

2° indien het gebruik een commercieel doel nastreeft, in geval van :

a) behalen van het brevet;

b) indiening van een aanvraag voor goedkeuring of voor een vergunning voor het in de handel brengen;

c) vereiste kennisgeving voor het voor de eerste keer in de handel brengen;

d) in de handel brengen waarvoor geen goedkeuring, vergunning of kennisgeving voor het in de handel brengen is vereist;

e) verkoop of enige andere vorm van overdracht van het resultaat van het gebruik.

De administratie bericht ontvangst van de in lid 2 bedoelde kennisgeving en kent een referentienummer toe. Dit nummer en de informatie in de kennisgeving, tenzij deze door de gebruiker als vertrouwelijk is aangemerkt, worden door de administratie meegedeeld aan het in artikel 14, 1, van het protocol van 29 oktober 2010 bedoelde uitwisselingscentrum voor toegang en verdeling van voordelen, dat dan de vorm aanneemt van een internationaal erkend certificaat van naleving.

De procedures voor kennisgeving en afgifte van het bericht van ontvangst worden door de Regering vastgesteld.

**Art. 6.** De gebruiker verkrijgt, voorafgaand aan de toegang, de nodige vergunningen voor de fysieke toegang tot de genetische rijkdommen van het Waals Gewest of tot de traditionele kennis die ermee gepaard gaat.

*Afdeling 2.* — Voorwaarden voor het gebruik en de verdeling van de voordelen die voortvloeien uit het gebruik van de genetische rijkdommen van het Waalse Gewest en de daarmee verband houdende traditionele kennis

**Art. 7.** § 1. De toegang tot een genetische rijkdom van het Waalse Gewest en de bijbehorende traditionele kennis is onderworpen aan voorwaarden voor het gebruik en de verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik.

Wanneer de gebruiker geen commercieel doel nastreeft, zijn de in lid 1 bedoelde voorwaarden niet financieel. Bijlage 1 bevat een uitputtende lijst van deze niet-financiële gebruiksvoorwaarden.

Wanneer de gebruiker een commercieel doel nastreeft, worden de in lid 1 bedoelde voorwaarden tussen de gebruiker en de administratie overeengekomen op basis van de volledige lijst in bijlage 2 en, in voorkomend geval, in overleg met de persoon die fysieke toegang tot de genetische rijkdom of de daarmee samenhangende traditionele kennis heeft verleend. Deze voorwaarden mogen niet minder gunstig zijn dan die welke zouden gelden als de gebruiker geen commercieel doel had gehad. De eventuele geldelijke voordelen mogen niet meer bedragen dan één procent van de winst die elk jaar wordt gegenereerd door de commercialisering van het resultaat van het gebruik door de gebruiker en worden toegewezen aan het Fonds voor de bescherming van biodiversiteit dat is opgericht bij artikel 58septies van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

De tussen de gebruiker en de administratie overeengekomen voorwaarden worden als bijlage bij de in artikel 5, lid 3, bedoelde bericht van ontvangst gevoegd en, tenzij de gebruiker ze als vertrouwelijk aanduidt, door de administratie meegedeeld aan het uitwisselingscentrum voor toegang en verdeling van voordelen bedoeld in artikel 14, § 1 van het Protocol van 29 oktober 2010.

§ 2. Wanneer de gebruiker of de overheid van mening is dat de algemene voorwaarden voor de verdeling van de voordelen niet langer geschikt zijn voor de bijzondere omstandigheden van het voorgestelde gebruik, kan dit gebruik worden onderworpen aan de bepalingen van artikel 8.

De verdeling van voordelen die voortvloeien uit nieuwe vormen van gebruik van genetische rijkdommen die in collecties aanwezig waren vóór de inwerkingtreding van het Verdrag van 5 juni 1992, komt uitsluitend ten goede aan de houder van de collectie, die wordt aangemoedigd om deze voordelen te verdelen met het land van oorsprong.

Voor genetische rijkdommen die na de inwerkingtreding van het Verdrag van 5 juni 1992 worden ingezameld, worden de voordelen die voortvloeien uit het nieuwe gebruik verdeeld, rekening houdend, indien de inzameling in het buitenland heeft plaatsgevonden, met de regels voor de verdeling van de voordelen die zijn vastgesteld in de wetgeving van de staten die partij zijn bij het Verdrag van 5 juni 1992 en die het protocol van 29 oktober 2010 hebben bekrachtigd.

De procedurevoorschriften van dit artikel worden bepaald door de Regering.

**Art. 8.** Een wijziging van het gebruik die niet in de kennisgeving is voorzien en die leidt tot gebruik met directe commerciële ontwikkelingsdoeleinden, vereist nieuwe gebruiksvoorwaarden en een verdeling van de voordelen die in overeenstemming met artikel 7 zijn overeengekomen.

Het gebruik van de genetische rijkdommen van het Waalse Gewest en de daarmee verband houdende traditionele kennis voor andere doeleinden dan die welke uitdrukkelijk in de beslissing worden genoemd, is ondertussen verboden.

**Art. 9.** Gebruikers die plantgenetische hulpbronnen voor voeding en landbouw verwerven in een land dat partij is bij het Protocol van 29 oktober 2010 en dat heeft vastgesteld dat deze hulpbronnen, onder zijn beheer en controle en in het publieke domein, maar die niet zijn opgenomen in bijlage I bij het Internationaal Verdrag inzake plantgenetische hulpbronnen voor voeding en landbouw van 3 november 2001, ook onderworpen zullen zijn aan de bepalingen van de standaardovereenkomst inzake overdracht van materiaal voor de in dat Verdrag genoemde doeleinden, worden geacht toestemming te hebben gekregen voor toegang tot genetische rijkdommen.

**Art. 10.** Dit deel is niet van toepassing op menselijke genetische rijkdommen, rijkdommen die worden gebruikt als test of model, of rijkdommen die officieel als commerciële variëteiten worden beschouwd.

*Afdeling 3.* — Naleving van de wettelijke of reglementaire bepalingen van andere leverende landen met betrekking tot de toegang tot hun genetische rijkdommen en de verdeling van de voordelen ervan

**Art. 11.** De gebruikers hebben toegang tot en gebruiken de genetische rijkdommen en de daarmee samenhangende traditionele kennis overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de tenuitvoerlegging van het protocol van 29 oktober 2010 die van toepassing zijn in het leverende land, wanneer dat land partij is bij het protocol.

*Afdeling 4.* — Onderzoek en communicatie van informatie

**Art. 12.** De gebruikers zijn onderworpen aan de bij artikel 4 van Verordening (EU) nr. 511/2014 vastgestelde regeling met betrekking tot de verplichtingen inzake onderzoek en verstrekking van informatie.

*Afdeling 5.* — Toezicht op de naleving van de regels door de gebruikers

**Art. 13.** De krachtens artikel 7, § 1 en 2, van Verordening (EU) nr. 511/2014 vereiste verklaringen worden aan de administratie meegedeeld op de door de regering vastgestelde wijze.

HOOFDSTUK III. — *Controles en overtredingen*

**Art. 14.** De administratie stelt een inspectieplan op en voert dit uit waarin bij het risicobeheer rekening wordt gehouden met de herkomst van de rijkdom en de naleving van de codes van goede praktijken door de gebruiker.

De administratie houdt gedurende ten minste vijf jaar een register bij van deze controles en van de eventueel genomen corrigerende maatregelen.

**Art. 15.** Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van artikel D.151 van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die de artikelen 5, tweede lid, en 8, overtreedt.

HOOFDSTUK IV. — *Register van collecties*

**Art. 16.** De administratie controleert of de Waalse collecties voldoen aan de eisen van de Verordening (EU) nr. 511/2014, schrijft corrigerende maatregelen voor en verzoekt zo nodig om schrapping van de collectie uit het Europese register.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepaling*

**Art. 17.** Artikel D.155*bis* van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 juli 2010 en gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, wordt aangevuld met een paragraaf 8, luidend als volgt:

“ § 8. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die artikel 4, § § 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6 et 8, of artikel 7, § § 1, 2 en 3 van Verordening (EU) nr. 511/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende voor gebruikers bestemde nalevingsmaatregelen uit het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiende uit hun gebruik in de Unie overtreedt.”

**Art. 18.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 mei 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waalse Parlement, 121 (2019-2020) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 20 mei 2020

Bespreking.

Stemming.

Bijlage 1. Niet-monetaire gebruiksvoorwaarden voor onderzoeks- en ontwikkelingsdoelstellingen

- a) Verdeling van de resultaten van onderzoek en ontwikkeling;
- b) Samenwerking en bijdrage aan programma's voor wetenschappelijk onderzoek en ontwikkeling, met inbegrip van biotechnologische onderzoeksactiviteiten, voor zover mogelijk met de partij die de genetische rijkdommen levert;
- c) Deelname aan de productontwikkeling;
- d) Samenwerking en bijdrage aan opvoeding en opleiding;
- e) Toegang tot installatie voor de instandhouding ex situ van genetische rijkdommen en tot databanken;
- f) Overdracht aan de verstrekker van genetische rijkdommen van kennis en technologie onder billijke en zeer gunstige voorwaarden, ook onder gunstige en preferentiële voorwaarden wanneer dat is overeengekomen, met name kennis en technologie die gebruik maakt van genetische rijkdommen, met inbegrip van biotechnologie, of die verband houdt met het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit;
- g) Versterking van de capaciteit voor technologieoverdracht
- h) Opbouw van de institutionele capaciteit;
- i) Menselijke en materiële middelen die nodig zijn voor de capaciteitsopbouw voor het beheer en de handhaving van de toegangsregels;
- j) Opleiding met betrekking tot genetische rijkdommen met de volledige deelname van en, voor zover mogelijk, in de landen die deze rijkdommen leveren;
- k) Toegang tot wetenschappelijke informatie die relevant is voor het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, met inbegrip van biologische inventarissen en taxonomische studies;
- l) Bijdragen aan de lokale economie;
- m) Onderzoek gericht op prioritaire behoeften, zoals voedselzekerheid en gezondheid, waarbij rekening wordt gehouden met het binnenlandse gebruik van genetische rijkdommen in de partij die de genetische hulpbronnen levert;
- n) Institutionele en professionele relaties die kunnen voortvloeien uit een overeenkomst over de toegang en de verdeling van de voordelen en de daaropvolgende samenwerkingsactiviteiten;
- o) Voordelen inzake voedselzekerheid en levensonderhoud;
- p) Sociale erkenning;
- q) Mede-eigendom en relevante intellectuele eigendomsrechten.

## Bijlage 2. Gebruiksvoorwaarden voor commerciële doeleinden

1. De niet-monetaire voordelen omvatten het volgende:
- a) Verdeling van de resultaten van onderzoek en ontwikkeling;
  - b) Samenwerking en bijdrage aan programma's voor wetenschappelijk onderzoek en ontwikkeling, met inbegrip van biotechnologische onderzoeksactiviteiten, voor zover mogelijk in de partij die de genetische rijkdommen levert;
  - c) Deelname aan de productontwikkeling;
  - d) Samenwerking en bijdrage aan opvoeding en opleiding;
  - e) Toegang tot installatie voor de instandhouding ex situ van genetische rijkdommen en tot databanken;
  - f) Overdracht aan de verstrekker van genetische rijkdommen van kennis en technologie onder billijke en zeer gunstige voorwaarden, ook onder gunstige en preferentiële voorwaarden wanneer dat is overeengekomen, met name kennis en technologie die gebruik maakt van genetische rijkdommen, met inbegrip van biotechnologie, of die verband houdt met het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit;
  - g) Versterking van de capaciteit voor technologieoverdracht
  - h) Opbouw van de institutionele capaciteit;
  - i) Menselijke en materiële middelen die nodig zijn voor de capaciteitsopbouw voor de administratie en de handhaving van de toegangsregels;
  - j) Opleiding met betrekking tot genetische rijkdommen met de volledige deelname van en, voor zover mogelijk, in de landen die deze rijkdommen leveren;
  - k) Toegang tot wetenschappelijke informatie die relevant is voor het behoud en het duurzame gebruik van de biologische diversiteit, met inbegrip van biologische inventarissen en taxonomische studies;
  - l) Bijdragen aan de lokale economie;
  - m) Onderzoek gericht op prioritaire behoeften, zoals voedselzekerheid en gezondheid, waarbij rekening wordt gehouden met het binnenlandse gebruik van genetische rijkdommen in de partij die de genetische hulpbronnen levert;
  - n) Institutionele en professionele relaties die kunnen voortvloeien uit een overeenkomst over de toegang en de verdeling van de voordelen en de daaropvolgende samenwerkingsactiviteiten;
  - o) Voordelen inzake voedselzekerheid en levensonderhoud;
  - p) Sociale erkenning;
  - q) Mede-eigendom en relevante intellectuele eigendomsrechten.
2. De monetaire voordelen omvatten het volgende:
- a) Toegangsrechten/rechten per verzameld of anderszins verworven monster;
  - b) Initiële betalingen
  - c) Betalingen in fasen;
  - d) Betaling van heffingen
  - e) Vergunningsrechten in geval van commercialisering;
  - f) Speciale rechten voor bijzondere bestemmingsfondsen voor het behoud en duurzaam gebruik van de biologische diversiteit;
  - g) Lonen en preferentiële voorwaarden indien onderling overeengekomen;
  - h) Financiering van onderzoek
  - i) Joint ventures;
  - j) Mede-eigendom van de relevante intellectuele eigendomsrechten.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/41637]

11 JUNI 2020. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid*

**Art. 2.** In artikel 38 van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, laatst gewijzigd bij de ordonnantie van 16 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragraaf 3, vierde streepje, wordt vervangen door wat volgt : « – de huishoudelijke tarifiering houdt rekening met het aantal personen waaruit het huishouden bestaat, door de hantering van progressieve tarieven in functie van het beroep dat er op de waterdiensten gedaan wordt en voor zover het volledige verbruik van het huishouden in kwestie geregistreerd wordt door middel van een geïndividualiseerde meter eigen aan het huishouden en dit onder de verantwoordelijkheid van de bij artikel 17, § 1, 3°, bedoelde wateroperator ressorteert ; deze bepaling treedt in werking op een datum die vastgesteld wordt door de Regering, die tegelijk de toepassingsmodaliteiten van deze progressieve tarifiering vaststelt, en uiterlijk op 1 januari 2022 » ;

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/41637]

11 JUIN 2020. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau*

**Art. 2.** Dans l'article 38 de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau, modifié en dernier lieu par l'ordonnance du 16 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3, quatrième tiret, est remplacé par ce qui suit : « – la tarification domestique tient compte du nombre de personnes composant le ménage, au moyen de tarifs progressifs en fonction du recours aux services liés à l'utilisation de l'eau, et pour autant que l'ensemble de la consommation dudit ménage soit enregistrée au moyen d'un compteur individualisé propre au ménage et relevant de la responsabilité de l'opérateur de l'eau visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, 3° ; cette disposition entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement, en même temps qu'il détermine les modalités d'application de cette tarification progressive et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2022 » ;